

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air) :

Répond à une question orale : de M. André Gautier relative à la présence, au centre d'essais de la S.N.E.C.M.A. à Villaroche, d'un ingénieur allemand [8 juin 1956] (p. 2462); — de M. Courant relative à la fermeture de l'usine havraise de la Société nationale de constructions aéronautiques du Nord [19 octobre 1956] (p. 4248); — de M. Arthur Conte relative à l'aménagement de l'aérodrome Perpignan-Llabanère [9 novembre 1956] (p. 4569). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, Section commune : *Ses observations sur les déclarations faites par lui devant les aviateurs de la base de Dijon* [6 décembre 1956] (p. 5595); Section air : *Participation de l'armée de l'air à l'organisation Atlantique, rôle joué par l'aviation en Afrique du Nord et dans les territoires d'outre-mer, défense aérienne du territoire, recherches et expérimentations des engins spéciaux téléguidés* (p. 5612, 5613). — Répond à une question orale : de M. Plantier relative au contrôle des marchés du service technique des télécommunications [1^{er} février 1957] (p. 477); — de M. Moisan relative à la situation des gendarmes adjoints aux commandants de brigades [1^{er} février 1957] (p. 477); — de M. Bichet relative à la durée du service militaire [7 février 1957] (p. 724, 725); — de M. Privat relative aux sanctions prises dans une affaire de tentative de corruption de fonctionnaires par un industriel sans industrie [12 avril 1957] (p. 2232); — de Mme Duvernois relative à la gratuité des transports pour les rappelés servant en Afrique du Nord [12 avril 1957] (p. 2233). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Guy Mollet) le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (séance du 12 juin 1957, p. 2861). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Bourghès Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Bourghès-Maunoury) [30 septembre 1957] (p. 4464). — Cette démission est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.*

du 6 novembre 1957, p. 10451). = S'excuse de son absence [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient un congé [7 mars 1958] (p. 1302).

LAINÉ (M. Jean), Député de l'Eure (App. I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160) (1); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions du décret n° 56-62 du 20 janvier 1956 sur l'arrachage des pommiers à cidre en y incluant une clause prévoyant l'indemnisation des pépiniéristes procédant à l'arrachage des pommiers à cidre de pépinières, n° 624. — Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et maraîchers de l'Eure ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février en leur accordant le bénéfice de prêts à taux réduit et de dégrèvements d'impôts, n° 625. — Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs ayant subi des pertes du fait des fortes gelées de janvier et février, en accordant des permissions agricoles aux mobilisés pour les réensemencements de printemps, n° 710. — Le 14 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 15 du décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 en vue d'organiser le marché de l'orge, n° 1180. — Le 14 mars 1956, une proposition de loi tendant à exonérer les jus de fruits de la taxe à la valeur ajoutée, n° 1181. — Le 20 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à permettre le

(1) Démissionnaire [3 février 1956] (p. 204).

remboursement en nature des semences fournies par les organismes stockeurs ; 2° à étendre le bénéfice de la prime de 1.200 francs au profit des agriculteurs réensemencant en orge, **n° 1301**. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 3 novembre 1884 concernant les droits fiscaux à recevoir sur les échanges d'immeubles ruraux, **n° 1405**. — Le 3 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter à trois mois la date d'exigibilité des acomptes provisionnels en matière d'impôts directs, **n° 1731**. — Le 16 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre la délivrance du permis de conduire aux personnes atteintes de surdité utilisant un appareil de prothèse, **n° 1849**. — Le 20 juin 1956, une proposition de loi tendant à établir un prix uniforme pour le paiement des fermages stipulés en blé, **n° 2270**. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficiaire de la gratuité des transports l'un des parents ( pouse, ascendants, frère ou s ur) se rendant au chevet d'un des leurs, soldat du contingent ou rappelé, hospitalisé en France à la suite de blessures reçues au cours des opérations d'Algérie, **n° 2424**. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à suspendre le recrutement de tout nouveau fonctionnaire avant que ne soient reclassés les fonctionnaires du Maroc ou de Tunisie, rapatriés sur leur demande ou par décision administrative, **n° 2584**. — Le 8 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre l'introduction en France de réfugiés hongrois, **n° 3185**. — Le 16 novembre 1956, une proposition de loi tendant à limiter les vitesses de circulation automobile suivant les voies de communication empruntées, **n° 3269**. — Le 29 novembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer réparation du préjudice subi par les employeurs agricoles qui ne peuvent retrouver le libre usage des immeubles donnés en jouissance à titre d'accessoire du contrat-travail, à l'expiration ou à la rupture de celui-ci, **n° 3365**. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer réparation du préjudice subi par les employeurs agricoles qui ne peuvent retrouver le libre usage des immeubles donnés en jouissance à titre d'accessoire du contrat-travail, à l'expiration ou à la rupture de celui-ci, **n° 3527**. — Le 14 d -

cembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n  56-933 du 19 septembre 1956 relatif au régime fiscal des transports de marchandises en ce qui concerne les transports agricoles, **n° 3572**. — Le 14 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux hôteliers et restaurateurs des délais pour se libérer de leurs impôts et à prendre toutes dispositions utiles pour réduire leur patente, **n° 3573**. — Le 14 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assimiler les exploitants agricoles aux artisans en ce qui concerne l'assujettissement à la taxe générale sur les transports routiers de marchandises prévue par l'article 17 de la loi n  56-780 du 4 août 1956, **n° 3575**. — Le 22 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux soldats d'Afrique du Nord permissionnaires une attribution d'essence exceptionnelle, **n° 3847**. — Le 19 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire sur les véhiculés de gros tonnage l'adoption de bavettes de protection, **n° 4176**. — Le 1 r mars 1957, une proposition de loi tendant à exonérer le vaccin anti-aphteux de la taxe à la valeur ajoutée, **n° 4381**. — Le 1 r mars 1957, une proposition de loi tendant à faire bénéficiaire les fonctionnaires détachés auprès des caisses d'épargne des dispositions de l'article 112 bis de la loi n  46-2294 du 19 octobre 1946, **n° 4382**. — Le 6 mars 1957, une proposition de loi portant exonération d'impôts en faveur des victimes des inondations, **n° 4421**. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à accorder des exonérations d'impôts aux chefs des exploitations agricoles atteintes par la fièvre aphteuse, **n° 4472**. — Le 14 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir l'octroi de titres de transports gratuits aux militaires servant en Algérie, **n° 4504**. — Le 14 mars 1957, une proposition de loi relative au régime fiscal des transports de marchandises, **n° 4505**. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant, en cas d'opérations militaires, à rendre obligatoire pour tous les militaires de carrière ou appelés sous les drapeaux une période dans les zones opérationnelles, **n° 4535**. — Le 25 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier les règles d'indemnisation des stocks commerciaux

sinistrés par faits de guerre, n° 5233. — Le 9 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir pendant la période des grands travaux à l'incorporation des jeunes agriculteurs, n° 5403. — Le 10 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la tornade qui a dévasté le 6 juillet le département de l'Eure, n° 5416. — Le 26 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les juments poulinières qui courent en société hippique rurale de la prime accordée à celles ayant gagné en épreuves d'obstacles en concours officiel, n° 5695. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à exonérer les véhicules des exploitants agricoles de la taxe sur les transports pour tous les produits agricoles et pour les produits nécessaires à l'exploitation, n° 5968. — Le 11 décembre 1957, une proposition de loi tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires les prêts consentis par les sociétés d'assurance aux collectivités locales, n° 6111. — Le 10 mars 1958, une proposition de loi relative aux amendements calcaires, n° 6857. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la surtaxe progressive les soldes perçues par les militaires faisant leur service en A. F. N., n° 7132. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi relative à la réparation des dégâts causés par les sangliers et les cerfs, n° 7133.

Interventions :

Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale relative à l'approvisionnement en blé des fabricants d'aliments composés : *Observations sur l'aviculture* [2 mars 1956] (p. 632, 633); — à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale sur les dispenses d'appel des disponibles : *Détachement des soldats rappelés dans les exploitations agricoles* [27 avril 1956] (p. 1604). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge, Art. 1^{er} : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laborbe (Commercialisation des orges)* [4 mai 1956] (p. 1769); le retire (ibid.); le reprend sous forme d'amendement (p. 1770); — d'une proposition de loi

tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait : *Nécessité d'augmenter les revenus des exploitations familiales, problème de la distribution du lait, demande de renvoi à la Commission présentée par M. Dulin* [30 octobre 1956] (p. 4392, 4393); seconde délibération, Art. 5 : *Amendement de M. Cadic tendant à ce que le prix du lait ne soit pas inférieur à celui du litre d'eau minérale* [2 avril 1957] (p. 1965, 1966); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat G, AGRICULTURE, Titres I, III et IV : *Baisse des cours de la viande, enseignement technique agricole, révision des méthodes de vulgarisation, place faite aux firmes commerciales* [1^{er} décembre 1956] (p. 5385, 5386); Art. 15, Etat D, AGRICULTURE : *Hausse des prix des travaux d'électrification et d'adduction d'eau* [3 décembre 1956] (p. 5431); Art. 102 : *Amendement de M. Dorgères-d'Halluin tendant à supprimer cet article (Subordination du versement des prestations aux paiements des cotisations dues par les agriculteurs)* (p. 5452). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [12 février 1957] (p. 788); la développe : *Ses observations sur les pertes causées par les gelées de 1956, le prix du lait, l'aviculture, le cours des pommes de terre, la production betteravière et le problème de l'alcool, la production des pommes, l'habitat rural, l'impôt sur les successions, la parité des salaires entre l'agriculture et l'industrie, la ristourne de 15 0/0 sur les achats de matériel agricole, la surcompensation des allocations familiales, la réfection des chemins ruraux, la révision des revenus cadastraux, les conséquences du maintien de l'indice des 213 articles pour les prix agricoles, le rôle des exportations agricoles dans la balance économique de la France* [26 février 1957] (p. 1142 à 1144). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à la distribution du lait à Paris [22 février 1957] (p. 1069, 1070). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [17 septembre 1957] (p. 4091); la développe : *Ses observations sur le problème agricole en Algérie, l'insuffisance du prix du blé et du lait, la nécessité d'une politique durable de production de la viande, le développement des productions de remplacement, l'augmentation des moyens de production, notamment de l'essence, l'inégalité de traitement entre la profession agricole et les*

autres, la nécessité de crédits pour la prophylaxie du bétail, l'exode rural, la possibilité des échanges agriculture-industrie, industrie-agriculture [18 septembre 1957] (p. 4146 à 4148).

LAINÉ (M. Raymond), *Député du Cher (P.)*.

Son élection est validée [12 mars 1956] (p. 846). — Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [29 mai 1956] (p. 2053), [30 octobre 1956] (p. 4375) ; membre de la Commission de l'agriculture [30 octobre 1956] (p. 4375), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [29 mai 1956] (p. 2053).

Dépôts :

Le 29 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des sursis de paiement aux agriculteurs et artisans ruraux, emprunteurs au Crédit agricole, touchés par un ordre de rappel des autorités militaires, **n° 1964**. — Le 29 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 2161) de M. Salvétat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'industrie de la chapellerie dans les nouveaux accords commerciaux et à la faire bénéficier de l'aide à l'exportation, **n° 3375**. — Le 21 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier la constitution du Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 5212**. — Le 29 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée du Cher, **n° 7219**.

LALLE (M. Albert), *Député de la Côte-d'Or (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160) ; de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957]

(p. 4502). — Est élu Président de la Commission de l'agriculture [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi (n° 2893) de M. Lalle tendant à réglementer les plantations forestières, **n° 943**. — Le 13 mars 1956, une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé pour la campagne 1956-1957, **n° 1169**. — Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le cinquième alinéa de l'article 10 du décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 1170**. — Le 14 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1078 du 4 novembre 1954 relatif à la collecte du blé de la récolte 1955, **n° 1197**. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à fixer le point de départ de la première révision cadastrale des évaluations des propriétés non bâties, **n° 1319**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2317) de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 relative à la culture et au prix de la chicorée à café, **n° 2678**. — Le 17 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1956 l'application des pénalités prévues en cas de non-paiement avant cette date des impôts exigibles des agriculteurs, **n° 2977**. — Le 28 décembre 1956, une proposition de loi tendant à rendre applicable en Algérie la loi n° 56-693 du 16 juillet 1956 instituant une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, **n° 3730**. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la production betteravière en fonction des perspectives auxquelles notre économie doit faire face, **n° 4220**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi relative au plan sucrier, **n° 4973**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à l'organisation de la production sucrière, **n° 4989**. — Le 18 décembre 1957, un